

L'INCONTOURNABLE



BUDGET 2026 : ET SI LES MALADES PAYAIENT LA FACTURE ?

le nouveau pari du gouvernement



TRUMP ET LE NIGERIA

la foi comme arme politique



NEW YORK

la gauche va-t-elle reprendre la main ?



PSG - BAYERN

le choc des titans



SOMMAIRE

 Pages 3 : Édito

 Pages 4 à 9 : Nationale

 Pages 10 à 14 : Internationale

 Pages 15/16 : Justice

 Pages 17/18 Économie

 Pages 19 à 21 : Culture

 Pages 22/23 : Sport

 Pages 24 : Science

Par Sacha Ledran Lewin

UNE TENSION MONDIALE

Après le rejet du projet de loi de finances de la Sécurité sociale, vendredi 31 octobre, par la commission des affaires sociales, le texte est renvoyé à l'hémicycle dans sa version initiale pour être examiné. C'est lui et les différentes mesures (qui ont pour objectif de limiter le déficit de la Sécurité sociale à 17,5 milliards d'euros en 2026, contre les 23 milliards de cette année) qui sèment le trouble entre les différents partis politiques. Comme avec l'immortelle réforme des retraites, adoptée en commission, mais rejetée ensuite par les députés Républicains, Horizons et même LFI. Les arrêts de travail, l'assurance maladie et de nombreux autres points restent à voter, d'autant plus que cela prendra plus de temps sans l'utilisation du 49.3. De l'autre côté de l'Atlantique, les tensions aussi sont centrées sur un vote : celui des élections municipales de New York. Avec, d'après les sondages, 44 % des suffrages en sa faveur, Zohran Mamdani, 34 ans, bête noire du parti présidentiel et du président, pourrait bien être le premier maire de confession musulmane de la plus grande ville des États-Unis. Donald Trump, lui, apporte son soutien au rival le plus important de Z. Mamdani : Andrew Cuomo. L'ancien gouverneur de l'État de New York n'est pas à prendre à la légère, avec 39 % des suffrages d'après les sondages. Trump menace aussi de supprimer les fonds fédéraux si le trentenaire est élu : une prise de position qui a pour but d'influencer les électeurs. Des menaces contre New York, des menaces contre le Nigeria, Trump ne s'arrête plus. Il a également affirmé une éventuelle intervention militaire au Nigeria si la « campagne de persécution » envers les chrétiens ne prenait pas fin.

FRANCHISES MÉDICALES : QUAND LE GOUVERNEMENT FAIT LES POCHEs DE LA SÉCU... ET DES PATIENTS.

Pour combler un déficit record de la Sécurité sociale de 23 milliards d'euros en 2025, du jamais vu depuis 2012, le gouvernement veut doubler les franchises médicales Une mesure présentée comme "de bon sens" par la ministre de la Santé, mais vécue par l'opposition comme une facture déguisée pour les malades.

Une députée tient un exemplaire de l'annexe sur l'Ondam et les dépenses de santé, lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026, en commission à l'Assemblée nationale, à Paris, le 31 octobre 2025. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Par Ilyas Souif-Vaugon

Faire payer les patients pour sauver la Sécu ? Le débat s'ouvre ce mardi 4 novembre à l'Assemblée nationale, où les députés examinent le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026. Le gouvernement veut ramener le déficit du système à 17,5 milliards d'euros en 2026, contre 23 milliards cette année. Et pour y parvenir, il compte notamment sur le doublement des franchises médicales, ces quelques centimes à régler à chaque boîte de médicament ou consultation.

Une mesure "de bon sens" selon la ministre. Face aux critiques, la ministre de la Santé Stéphanie Rist défend sa proposition : "Cette mesure a du sens et mérite d'être débattue", a-t-elle assuré sur France 2. Selon elle, "un Français sur trois ne paie déjà pas ces franchises et ne sera pas davantage concerné". Pour le gouvernement, ce doublement serait une manière de responsabiliser les assurés tout en rapportant 2,3 milliards d'euros par an à la Sécurité sociale. Pour les députés Renaissance, le message est clair : l'effort doit être partagé. Le parti présidentiel parle d'un "ajustement nécessaire" face à la dérive des dépenses de santé. Quant au Premier ministre Sébastien Lecornu, lui se montre pragmatique. Il déclare vouloir "construire un compromis", tout en promettant d'abandonner le gel des pensions de retraite, jugé trop brutal.



L'opposition crie à l'injustice sociale

À droite comme à gauche, le doublement des franchises suscitent une rare unanimité contre lui. Pour la gauche, la coupe est pleine. "Ce budget, c'est un musée des horreurs", s'est emporté Manuel Bompard, député de La France insoumise. "On fait payer les malades plutôt que de rétablir les recettes supprimées ces dernières années". Même son de cloche au Parti socialiste, où le député Jérôme Guedj dénonce un "budget de transition avant 2027" qui "ne répond pas à la crise sociale".

Les Républicains tapent également du poing sur la table, les députés dénoncent "une fausse bonne idée" qui va "décourager les plus modestes de se soigner". Les syndicats de médecins redoutent, eux aussi, un effet dissuasif, alors que les retards de soins explosent depuis 2020 et la crise sanitaire.

Un pari budgétaire sous haute tension

La Cour des comptes, par la voix de son président Pierre Moscovici, met en garde contre le plan du gouvernement qu'elle juge "exposé à de fortes incertitudes". En effet, le déficit pourrait se maintenir, voire s'aggraver, si le gouvernement ne trouve pas de nouvelles sources d'argent fiables. Un avertissement qui tombe mal, à quelques jours d'un vote décisif prévu le 12 novembre. Vote qui décidera si le budget de la Sécurité sociale pour 2026 est adopté ou non. Le texte, déjà rejeté en commission parlementaire, devra passer l'épreuve de 2 500 amendements et d'une majorité introuvable. "C'est sur le budget de la Sécu que se joue le sort du gouvernement", prévient Jérôme Guedj. Et dans un hémicycle fragmenté, chaque concession se paie cher.

LA FRANCE MENACE DE BLOQUER SHEIN APRÈS UN SCANDALE DE POUPÉE SEXUELLES

Après que la marque chinoise de fast-fashion inaugure ce mardi sa première boutique permanente à Paris, elle fait face à une vive controverse : des poupées sexuelles à apparence enfantine ont été repérées sur son site. Ces produits, proposés par des vendeurs tiers, ont immédiatement suscité la colère des autorités françaises.

Par Margaux Chavrelle

La DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) a confirmé avoir signalé la présence d'articles dont « les descriptions ne laissent guère de doute sur leur caractère pédopornographique ». Une situation jugée « intolérable » par le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, qui a menacé de bloquer l'accès à SHEIN en France si le site ne pouvait pas sa capacité à contrôler efficacement les produits vendus. « Quand une plateforme laisse passer ce genre d'objets, elle devient complice. SHEIN doit assumer ses responsabilités », a-t-il martelé ce matin sur France Inter.

Une faille dans le modèle des marketplaces mondiales

En réaction, la marque a annoncé dans la foulée l'interdiction mondiale de la vente de poupées sexuelles, et le retrait temporaire de tous les articles pour adultes. L'entreprise, souvent critiquée pour sa fast-fashion à bas coût et son opacité, a tenté de se défendre en précisant que ces produits provenaient de vendeurs tiers indépendants. Mais elle reconnaît une « faille majeure » dans son système de vérification, promettant une refonte complète de ses procédures avant toute remise en ligne.

La législation française, elle, est claire : la détention, la diffusion ou la commercialisation d'objets à caractère pédopornographique est passible de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Une enquête préliminaire pourrait être ouverte à la suite du signalement de la DGCCRF. Pour l'heure, toutes les pages incriminées ont été supprimées du site, mais les autorités exigent des garanties concrètes.



Paris (IV), ce mardi, publicité XXL : SHEIN s'affiche sur le BHV au cœur de Paris. (L'incontournable/ Chavrelle Margaux)

Un scandale qui bouleverse la stratégie européenne de SHEIN

Cet outrage intervient alors que SHEIN inauguré à Paris sa première boutique physique permanente, symbole d'une stratégie d'ancrage européen. Une opération séduction désormais ternie. Devant le BHV Marais, où la marque inaugurerait sa première boutique, le climat était particulier. Les passants s'arrêtaient, choqués, pour commenter cette ouverture.

Selon une passante, « Ouvrir une boutique alors qu'un tel scandale éclate, c'est difficile à comprendre. ». Cette idée est soutenue également par un autre passant qui nous confie : « J'étais curieux, mais avec ce qu'on apprend, ça refroidit. On a envie d'acheter sans se poser de questions, or là, c'est impossible. » D'autres plateformes comme Amazon, Temu ou encore AliExpress ont déjà été critiqués pour des dérives similaires, preuve que la question dépasse un seul acteur. En France, les autorités inédites contre les géants de l'e-commerce, menaçant de transformer leurs pratiques. Selon certaines études, près de 30% des articles vendus en ligne échappent encore à toute vérification stricte, un chiffre qui pourrait faire réfléchir consommateurs et plateformes avant que de nouveaux scandales n'éclatent.

L'AFFAIRE LAFARGE : JUGÉE EN FRANCE POUR LE FINANCEMENT DE GROUPES TERRORISTES EN SYRIE

Déjà condamnée en 2022 par le ministère de la Justice américain (Department of Justice, DOJ), la société Lafarge est désormais poursuivie en France pour le financement de groupes terroristes en Syrie afin de maintenir l'activité d'une de ses usines. La compétence extraterritoriale permet à la justice française de mettre en examen la société ainsi que huit prévenus français afin de les condamner.

Par [Laura Genin](#)

Mardi 4 novembre 2025, l'enquête incriminant Lafarge en tant que personne morale et huit de ses anciens employés s'est ouverte au tribunal correctionnel de Paris, pour financement de groupes djihadistes, infractions douanières et non-respect des sanctions internationales.

La cimenterie avait déjà été reconnue coupable pour des faits similaires : le versement d'à peu près 13 millions de dollars à des groupes terroristes entre 2013 et 2014. Suite à cela, la société a été condamnée en 2022 par les États-Unis à verser 777 000 dollars d'amende. Cette affaire avait été révélée par Le Monde en 2016, menant à l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de Paris, également motivée par une plainte du ministère des Finances pour « relations financières illicites entre la France et la Syrie ».

Il a été révélé que l'usine française, la plus importante du Moyen-Orient en 2010, située à Jalabiya, au nord de la Syrie, s'est retrouvée bloquée à cause de la guerre civile syrienne. Que de ce fait, la direction de la société a tout fait pour continuer à faire fonctionner l'usine efficacement. Qu'il ait été découvert que le directeur Bruno Lafont avait rencontré un responsable de l'État islamique pour négocier la sécurité des employés et le bon fonctionnement de l'usine, en échange de droits de passage sur le territoire contrôlé par les djihadistes. Ainsi, l'accord conclu prévoyait un échange de créances en contrepartie d'un laissez-passer pour que les employés contribuent au bon fonctionnement et à la production de l'usine.



Ouahmane La cimenterie Lafarge, sur la route de Raqqa, en Syrie. ©Radio France

Quand le profit prime sur l'éthique

La défense de Lafarge affirme que les versements n'étaient pas destinés à « financer le terrorisme » mais relevaient de « paiements de survivance » pour assurer la sécurité des salariés et le transport des matériaux.

Mais pour les magistrats et parties civiles (dont les ONG Sherpa et ECCHR), ce procès constitue « une occasion inédite » de questionner la responsabilité internationale des groupes quand ils opèrent en zone de conflit et face à des acteurs terroristes.

Un autre volet de l'affaire reste en instruction : celui de la complicité de crimes contre l'humanité, pour laquelle Lafarge est déjà mise en examen.

En toile de fond, la question plus large de l'État français se pose : selon des documents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les services de renseignement étaient informés dès 2014 des paiements à l'EI (L'État islamique).

LA DÉNONCIATION DE L'ACCORD MIGRATOIRE DE 1968 PAR LE RN RAVIVE LES TENSIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

La victoire du RN avec leur texte symbolique dénonçant l'accord migratoire signé en 1968 ajoute de l'huile sur le feu alors que les relations entre la France et l'Algérie ne sont pas au beau fixe. L'entérinement a eu des échos jusqu'à Alger puisque le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf avertit que cette affaire ne doit pas aller plus loin.

Par [Marco Pham](#)

Bis repetita entre la France et l'Algérie. À la suite du vote du texte dénonçant l'accord migratoire de 1968 par le RN et ses alliés le jeudi 30 octobre, les réactions d'Alger ne se sont pas fait attendre. Ce dimanche 2 novembre, le chef de la diplomatie algérienne a réagi sur la chaîne d'information nationale AL24. « J'ai beaucoup de respect pour l'Assemblée nationale française, mais lorsque j'ai vu ce vote (...), la première pensée qui m'est venue à l'esprit [a été] "la course à l'échalote" se poursuit » fustige Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères algérien. Ce texte symbolique remet en cause l'accord migratoire de 1968 qui permettait aux ressortissants algériens d'obtenir un titre de séjour de 10 ans selon une procédure accélérée. Cette adoption s'inscrit dans un contexte déjà particulièrement tendu entre les deux pays. Depuis l'été 2024, leurs relations diplomatiques sont embourbées à cause de l'incarcération de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal et de la position de la France sur le Sahara occidental, qui est en faveur d'une souveraineté marocaine sur ce territoire.

« Une affaire franco-française »

Malgré le caractère purement symbolique du texte, son poids n'est pas négligeable. Son vote peut être la première étape vers une abrogation totale de cet accord. Plusieurs partis de droite justifient leur alliance avec l'extrême droite par une concordance de leurs convictions.



Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf au siège des Nations-Unies à New York le 20 janvier 2025. KENA BETANCUR/AFP

« Quand le RN porte des projets ou des convictions que nous partageons, il n'y a aucune raison (...) de ne pas voter ce que nous voulons pour notre pays » se défend Laurent Wauquiez, député LR. Cette union extraordinaire des droites, auparavant impossible avec le « cordon sanitaire » démontre que ces deux courants politiques sont capables de faire front uni.

L'entérinement par l'Assemblée nationale du texte du RN marque aussi un tournant pour ce parti d'extrême droite. C'est la première fois qu'une de leurs propositions est adoptée par le Palais Bourbon. Bien qu'il ne soit pas contraignant, il est une étape importante pour le parti à la flamme : « C'est une journée qu'on peut qualifier d'historique pour le RN » se réjouit leur cheffe de file Marine Le Pen. Alors que le RN nourrit des ambitions

UNE FÊTE DEVENUE CAUCHEMAR : MORT D'UN JEUNE HOMME PERCUTÉE PAR UNE VOITURE EN CAVALE

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, Mathis, un étudiant de 19 ans, meurt en plein cœur de Lille, percuté par une voiture tentant d'échapper à un contrôle de police. Ce drame, survenu en pleine nuit d'Halloween, nous invite à réfléchir sur la gestion des courses poursuites en pleine ville, sans mettre en danger les citoyens.

Par [Giovanni Guichard Legaz](#)

Il était près d'1h du matin, dans la nuit d'Halloween, quand une voiture a refusé un contrôle de police dans le quartier de Wazemmes, à Lille. Selon le parquet, le conducteur a pris la fuite très rapidement avant de percuter un jeune homme de 19 ans qui traversait le boulevard Victor-Hugo. Malgré l'intervention rapide des secours, la victime est décédée sur place. Le conducteur, âgé de 24 ans et déjà connu des services de police, a été interpellé peu après sa course. "Il aurait paniqué à la vue du dispositif policier", indique une source proche de l'enquête. Sur les lieux, le choc domine. "On a entendu un choc énorme, puis des cris", témoigne une habitante. L'enquête, confiée à la police judiciaire de Lille, devra déterminer les circonstances exactes de la fuite et la responsabilité du conducteur.

Pourquoi le drame a-t-il eu lieu ?

D'après les premiers éléments de l'enquête, le conducteur aurait pris la fuite en prenant peur du contrôle de police, craignant une interpellation. Selon une source policière, il roulait sans permis et aurait consommé de l'alcool avant de prendre le volant. Ce type de refus d'obtempérer reste fréquent : en 2024, plus de 30 000 cas ont été recensés en France, dont plusieurs ayant entraîné des morts. À Lille, la nuit d'Halloween, souvent marquée par des débordements, avait mobilisé d'importants effectifs de police. Le contexte de fête et les tensions habituelles entre jeunes conducteurs et forces de l'ordre pourraient avoir contribué à la panique du suspect et à la triste finalité de cette course.



Photo de Mathis, Le Parisien

Un drame qui relance le débat sur les poursuites policières.

Au lendemain du drame, des habitants du quartier de Wazemmes ont déposé des fleurs ainsi que des bougies à l'endroit de l'accident. Le parquet de Lille a ouvert une enquête pour homicide involontaire, confiée à la police judiciaire, tandis que l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie pour vérifier les conditions du contrôle. Le maire de Lille a appelé au "calme et à la transparence" estimant que "toute la lumière doit être faite". Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes ont dénoncé les risques liés aux poursuites en pleine ville. Plusieurs syndicats policiers réclament, eux, une meilleure formation et des protocoles adaptés pour éviter que ce type d'intervention ne coûte à nouveau la vie de personnes innocentes. Alors que l'enquête devra déterminer les responsabilités, le drame de Lille s'ajoute à une série d'accidents liés à des refus d'obtempérer. Il pose une nouvelle fois la question de l'équilibre entre sécurité publique et préservation des vies humaines, qui reste primordial à tous.

TRÊVE HIVERNALE : ENTRE PROTECTION SOCIALE ET PARADOXE URBAIN

Chaque hiver, la France suspend les expulsions locatives du 1^{er} novembre au 31 mars pour protéger les ménages fragiles. Mais dans une capitale où plus de 100 000 logements restent vacants et où des milliers de personnes dorment dans la rue, la question se complexifie. Les propriétaires se disent pris en étau, tandis que l'urgence sociale persiste.

Par [Hailé Zedira](#)

Un équilibre fragile entre humanité et responsabilité.

La trêve hivernale est l'un des piliers de la solidarité française : aucun locataire ne peut être expulsé durant la période la plus froide de l'année. Une mesure vitale pour éviter que des familles ne se retrouvent à la rue, surtout dans un contexte où plus de 3 500 personnes dorment dehors à Paris recensées cet hiver. Pour autant, cette protection ne règle pas le fond du problème : le manque de logements accessibles et le manque de solutions pour les sans-abri.

De leur côté, les propriétaires soulignent une autre réalité : pour beaucoup, louer est un complément de revenu ou un moyen de financer un crédit. En cas d'impayés, cinq mois de blocage représentent une véritable asphyxie financière.

Entre logements vides et personnes à la rue

La situation crée un paradoxe français : D'un côté, une crise du logement exacerbée, de l'autre, des logements inoccupés à grande échelle, notamment à Paris où plus de 128 000 appartements sont vacants. Certains propriétaires se découragent de louer par peur de longues procédures coûteuses, estimant que l'arsenal juridique ne les protège pas. Résultat : des biens restent vides, et le marché locatif se tend encore davantage, accentuant la précarité. La trêve hivernale, censée protéger, révèle en fait un système fragile où les responsabilités semblent mal réparties entre État, municipalités, bailleurs et locataires.



"J'ai choisi de squatter chez mon squatteur" le locataire ne payait plus le loyer, le propriétaire s'enchaîne à l'intérieur du logement

Repenser la protection pour tous.

Alors comment concilier protection des locataires vulnérables, respect des propriétaires, et lutte contre le sans-abrisme ?

Plusieurs pistes émergent :

Garantir un fonds public ou mutualisé pour compenser les impayés durables, accélérer les procédures en cas de mauvaise foi avérée, inciter fiscalement à la remise sur le marché des logements vacants, renforcer l'accompagnement social avant la rupture du bail, développer l'hébergement d'urgence et le logement social. La trêve hivernale ne doit pas opposer propriétaires et familles précaires : elle doit révéler l'urgence d'une politique efficace et équitable, où chacun joue son rôle. Préserver la dignité humaine n'exclut pas de sécuriser ceux qui participent à loger le pays,

ÉLECTIONS MUNICIPALES À NEW YORK : ZOHRAN MAMDANI LA BÊTE NOIR DES TRUMPISTES

Zohran Mamdani, favori des élections municipales à New York, attire l'attention pour son programme social et économique très progressiste, qui vise à rendre la vie plus abordable pour les habitants. Ses mesures, comme les loyers gelés et les services gratuits, inquiètent Donald Trump et les milliardaires.

Par [Yanis Jumarie](#)

À quelques heures des élections municipales à New York, Zohran Mamdani est le grand favori face à Andrew Cuomo, ancien gouverneur de l'État de New York, avec 45,8 % d'intentions de vote contre 31,1 % pour Andrew Cuomo. Le jeune candidat socialiste démocrate est devenu un phénomène viral pour les jeunes démocrates américains. Avec un thème principal : rendre la vie à New York plus abordable. Une idée qui plaît à des Américains frappés par l'inflation, notamment face à des hausses des loyers à New York qui dépassent les 4 000 dollars, ce qui représente le double de la moyenne américaine. Il tient son succès grâce à sa proximité avec le peuple et à une campagne qui résout les problèmes de la population new-yorkaise. L'allié des classes populaires new-yorkaises envisage de mettre en place des services gratuits comme rendre les bus gratuits, les crèches gratuites, ouvrir des épiceries municipales avec des prix moins chers, et geler le prix des loyers. Ce programme exige un supplément d'impôt de 2 % pour l'ensemble des New-Yorkais qui gagnent plus d'un million de dollars par an, ainsi que pour les grandes entreprises. Ce changement devrait permettre à Zohran Mamdani de récolter 9 à 10 milliards de dollars supplémentaires par an afin de financer son projet. Un projet qui est à éviter pour les milliardaires new-yorkais ainsi que pour Donald Trump.



Zohran Mamdani en meeting.

UN PROGRAMME CONTESTÉ

Zohran Mamdani est à quelques heures de devenir le premier maire musulman de New-York. Cependant, sa campagne est vue comme des idées « hyper radicales » pour Donald Trump, qui l'a publiquement qualifié de « communiste ». Il refuse ce programme et le juge comme des « dépenses inutiles » dans une interview avec le média 60 Minutes le 3 novembre, à cause de son programme économique et social très progressiste. Le président des États-Unis met pression sur le peuple new-yorkais en menaçant de réduire les fonds fédéraux délivrés pour New York si Mamdani devient le maire. Un acte prévisible pour un président anti-impôts qui soutient politiquement les intérêts des riches. Pour les milliardaires new-yorkais, Zohran Mamdani fait peur. En effet, selon Christophe Deroubaix, journaliste au service Monde, si le socialiste est élu, c'est une partie de leur emprise sur le monde politique new-yorkais qui va s'effondrer. De ce fait, ces milliardaires et investisseurs cherchent à faire barrage à Zohran Mamdani en finançant des millions de dollars dans les campagnes d'Andrew Cuomo (autre candidat) et éviter une perte de leurs revenus mensuels.

La guerre au Soudan, déclenchée en 2023, est un conflit complexe devenu aujourd'hui un génocide dissimulé, soutenu par de grandes puissances internationales. Elle oppose l'armée régulière (SAF) aux Forces de Soutien Rapide (RSF), une milice armée issue du régime d'Omar el-Béchir, dictateur soudanais renversé en 2019 après une révolte populaire. Depuis, le pays est fragilisé par des luttes de pouvoir entre l'armée et les milices.

Par [Paul Mehdi Arroyo](#)

Les États-Unis ont officiellement conclu, en janvier 2025, que des membres des RSF et de milices alliées « ont commis un génocide » contre certaines populations. Des enquêtes et ONG dénoncent aussi des livraisons d'armes et de matériel par des pays tiers, notamment les Émirats arabes unis, accusés d'apporter un soutien logistique au RSF. Le Monde rapporte la déclaration suivante « J'ai maintenant conclu que des membres des RSF et des milices alliées ont commis un génocide au Soudan ». Le Soudan a porté plainte devant la Cour Internationale de Justice (CIJ), accusant les Émirats d'ingérence et de soutien au RSF. Ces derniers contestent les accusations. Le contrôle des ressources – particulièrement l'or – et des routes commerciales a renforcé les alliances extérieures et prolongé la guerre. Des journalistes soudanais en exil, comme Hamad Gamal, cofondateur du média franco-soudanais Sudfa, dénoncent l'indifférence internationale : « On se demande si nos vies de Soudanais comptent autant que les autres ». Ces témoignages soulignent le lien entre violences sur le terrain et les complicités internationales.

Les origines d'un conflit complexe

La rivalité entre la SAF (armée) et la RSF, née après la chute de Bachir en avril 2023, a été alimentée par des acteurs régionaux et mondiaux cherchant à contrôler les ressources et l'influence au Soudan. Le soutien matériel et diplomatique de puissances étrangères a permis aux milices d'accroître leur capacité de nuisance et, selon plusieurs rapports, de commettre des crimes de masse. Hamad Gamal affirme « Des armes françaises et des technologies émiraties sont utilisées pour soutenir le génocide au Darfour ; les Émirats, avec la complicité de fournisseurs européens, alimentent les milices qui détruisent nos communautés. »



C Média Sudfa, photo lors d'un hommage à la résistance des femmes soudanaises le 8 mars 2025

Le pays s'enfoncé ainsi dans une guerre de domination où la population, abandonnée, subit les conséquences de ces rivalités internationales.

Des conséquences plurielles.

La guerre a provoqué la pire crise de déplacements internes au monde, causant des milliers de morts et des millions de déplacés privés d'aide et de refuge. Elle engendre aussi des tensions politiques et juridiques : multiplication des procédures internationales, crispations diplomatiques entre États africains et puissances du Golfe. Le commerce illicite de l'or et les soutiens extérieurs nourrissent l'instabilité et retardent tout processus de paix. Les enquêtes d'ONG et les témoignages de journalistes soudanais accusent ouvertement les puissances complices, tandis que la réponse internationale demeure lente et insuffisante. Ce conflit illustre ainsi l'échec collectif à protéger un peuple victime d'intérêts géopolitiques et économiques qui l'écrasent chaque jour davantage.

TRUMP MENACE UNE INTERVENTION MILITAIRE AU NIGERIA CONTRE LES PERSÉCUTIONS CHRÉTIENNES

Le président américain Donald Trump met en demeure le gouvernement nigérian : si les violences contre les chrétiens ne cessent pas, la Maison-Blanche pourrait envisager une action militaire.

Par [Paul Damon Bimbenet](#)

Ce dimanche 1er novembre, Donald Trump a ordonné au Pentagone de « préparer une possible action » au Nigeria, estimant que la population chrétienne fait face à une « menace existentielle ». Par ailleurs, il annonce l'arrêt immédiat de toute aide américaine au Nigeria si l'État nigérian ne met pas fin aux « meurtres de chrétiens ». Dans un message publié sur les réseaux sociaux, Donald Trump dit que « les armes sont flamboyantes ».

Cette prise de position marque une rupture dans la politique étrangère américaine. En évoquant une possible intervention militaire afin de répondre à des « persécutions religieuses », le gouvernement américain agit de manière inhabituelle sur sa politique extérieure.

Une accusation de persécution chrétienne assumée

Trump parle d'un « massacre des chrétiens » et utilise l'argument du droit de protéger les minorités en cas d'intervention militaire. Parallèlement, le Nigeria est inscrit par Washington comme « pays de préoccupation particulière » avec le contrôle du nord par le groupe terroriste nigérian Boko Haram. Toutefois, des analystes démentent la persécution chrétienne et évoquent plutôt une « rivalité ethnique » ne s'adressant pas uniquement aux chrétiens.

Le président nigérian Ahmed Tinubu rejette fermement la position américaine et affirme que la caractérisation du Nigeria comme un pays religieux-intolérant « ne correspond pas à notre réalité nationale ». De plus, le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, rappelle que l'implication de l'État dans une persécution religieuse est « impossible », compte tenu de la constitution qui l'en empêche.



Donald Trump à Palm Beach, en Floride le 31 octobre 2025. Photo faite par Anna Rose publiée par le New York Time

Avec 232 millions d'habitants répartis en plus de 200 ethnies différentes, le Nigeria est confronté à une urgence sécuritaire avec les mouvements du groupe Boko Haram. Certains observateurs estiment que l'annonce de la Maison-Blanche pourrait être motivée par la protection des chrétiens, mais aussi par des intérêts géostratégiques liés aux minerais nigériens. Dans ce contexte, l'intervention américaine pourrait être perçue comme une pression diplomatique sur le Nigeria.

Quelles conséquences ?

Pour les États-Unis, la menace d'une intervention militaire pourrait redéfinir leur rôle en Afrique, potentiellement comme « protecteurs » de populations religieuses.

Pour le Nigeria, le principe de souveraineté nationale est mis à l'épreuve : si le soutien militaire est accepté, la troisième puissance économique africaine pourrait être vue comme dépendante des États-Unis.

Il faut donc attendre la réponse de l'État nigérian et observer l'évolution de la situation des persécutions chrétiennes, tout en attendant la réaction des autres nations face à cette menace.

ANDREJ BABIŠ À LA TÊTE D'UN GOUVERNEMENT MARGINAL

Andrej Babiš mène des décisions politiques catégoriques et parfois extrémistes qui pourraient provoquer des conflits importants avec l'Europe. Babiš s'allie avec des partis d'extrême droite, adopte une posture ferme contre l'immigration et remet en cause certaines politiques européennes, notamment celles liées aux réformes vertes et aux quotas. Ces décisions risquent de bouleverser les relations entre la République tchèque et ses partenaires européens en créant une atmosphère de tension diplomatique.

Par [Kylia Sena](#)

Le nouveau gouvernement réunit trois forces politiques : ANO, la SPD (parti d'extrême droite) et le parti des Automobilistes (parti de droite). Lors des dernières élections, la SPD a obtenu environ 7% des voix, tandis que les Automobilistes ont récolté près de 8%. Ensemble, ces partis ont décidé de ne pas s'allier au référendum européen, remettant en question l'engagement pris par la République tchèque en 2004 de soutenir certaines réformes européennes. Cette position marque un tournant historique et symbolise le renforcement de l'euroscepticisme dans le pays.

Andrej Babiš et sa politique stratégique

La campagne de Babiš a été extrêmement avantageuse. Sa forte présence médiatique, son charisme et son discours percutant ont conquis une partie importante du pays. Son approche propose un changement notable, notamment sur le plan économique. Les réformes technocratiques qu'il défend pourraient permettre à la République tchèque de renforcer sa compétitivité, d'attirer de nouveaux investissements et de moderniser certaines politiques publiques. Sa stratégie mise sur une combinaison de discours populiste et de mesures économiques concrètes, ce qui lui assure un soutien solide au sein de l'opinion publique.

Des tensions européennes alimentées par l'euroscepticisme tchèque

La République tchèque adopte une position claire face à l'Europe en refusant d'appliquer les quotas de migrants. Ce refus provoque des tensions diplomatiques avec Bruxelles et certains États membres favorables à la solidarité européenne. Par ailleurs, les partis eurosceptiques réclament une autonomie accrue du gouvernement tchèque sur des



Andrej Babiš, chef du parti ANO (Action des citoyens mécontents) et futur Premier ministre.

sujets comme la fiscalité, la législation sociale et les décisions économiques, ce qui va à l'encontre des directives européennes.

Cette posture influence également d'autres pays de la région, comme la Hongrie et la Pologne, qui adoptent une approche plus critique envers Bruxelles. À terme, ces positions peuvent affaiblir la cohésion européenne, compliquer la mise en œuvre de politiques communes, notamment en matière d'immigration, de défense et d'économie, et créer un précédent pour d'autres gouvernements eurosceptiques.

En résumé, le gouvernement Babiš, avec ses alliances et son positionnement eurosceptique, marque un tournant dans l'histoire politique tchèque. Entre stratégies économiques ambitieuses et positions controversées sur le plan européen, le pays pourrait se retrouver à la fois dans une dynamique de croissance interne et dans un conflit latent avec l'Union européenne, un équilibre fragile que le nouveau gouvernement devra gérer avec prudence.

En campagne pour promouvoir le parti des démocrates, Barack Obama a vivement critiqué l'actuelle président des Etats-Unis ce samedi lors de son meeting en le comparant à la période d'halloween" mais il n'a que des sorts et aucun bonbon".

Par **Henri Joao**

Il dénonce ses politiques désastreuses et mets en garde les dangers qui menace la démocratie américaine après seulement neuf mois de présidence "L'économie fonctionne-t-elle mieux pour vous ? Car elle s'est certainement améliorée pour (Donald) Trump et sa famille" critique l'ex-président, en faisons références au droit de Douane que Trump a imposé aux grandes entreprises qui importés dans le pays.

Obama dénonce les dérives de l'ère Trump

Au-delà du fait que le président sait toujours maîtriser ses punchlines, il dénonce un réel souci dans l'Amérique de Trump avec un bilan plus que catastrophique. Il pointe d'ailleurs du doigt le cout tarifaire qui n'a fait qu'augmenter pour "les habitants ordinaires" et qui est principalement la faute de la loi des douanes imposée par Trump actuellement. Il a par ailleurs critiqué les républicains du Congrès, qui, selon lui, "refusent de s'opposer au président même lorsqu'ils savent qu'il dépasse les bornes" et s'est dit inquiet face à la Cour suprême qui ne montre "aucune volonté de contrôler les excès de cette administration". L'ancien propriétaire commence a constaté que les "garde-fous" qui gardaient le président ne sont actuellement plus solides et sont maintenant hors de controle. Il a au passage critiqué les républicains du Congrès, qui, selon lui, « refusent de s'opposer au président (Trump) même lorsqu'ils savent qu'il dépasse les bornes ». Il s'est également dit inquiet face à la Cour suprême qui ne montre « aucune volonté de contrôler les excès de cette administration ».

Quand Obama parle, l'Amérique écoute.

Selon Barack Obama, Donald Trump remplace des procureurs expérimentés par des fidèles qui suivent ses directives. Il licencierait des militaires hautement décorés, redoutant qu'ils ne soient davantage loyaux envers la Constitution qu'envers sa personne.



D.Trump parlant à B.Obama au funéraille du défunt président Jimmy Carter

«Toutes ces absurdités que nous voyons quotidiennement aux informations, cette rhétorique outrancière, ces théories du complot fabriquées de toutes pièces, ces vidéos bizarres d'un président américain coiffé d'une couronne, aux commandes d'un avion de chasse et balançant des excréments sur des manifestants, tout cela sert de diversion. Une diversion pour masquer le fait que votre situation ne s'améliore pas. Seules la sienne et celle des plus fortunés du pays s'améliorent», a déclaré Barack Obama.

Barack Obama, encore et toujours faiseur d'opinion

L'ancien président américain, toujours assez présent sur la scène électorale a fait part de son soutien à deux candidates : Abigail Spenberger et Mikie Sherryl ,pour le poste de gouverneur en Virginie et à New Jersey. Ses élections qui auront lieu mardi permettra de donner un aperçu de l'état d'esprit des Américains, après seulement dix mois de l'élection de Donald Trump. L'influence de Barack Obama est considérée notamment comme toujours importantes auprès des électeurs démocrates. Actuellement un bras de fer serrée ce fait entre la démocrate Mikie Sherril et le républicain Jack Ciattarelli. La prise de parole de Barack Obama sur cette élection montre à quel point il reste une personne influente dans le monde des démocrates.

"Nous n'avons pas besoin de spéculer sur les dangers qui menacent notre démocratie: ils sont bien réels", a-t-il déclaré.

« LA SNOW, C'EST POUR ALLER AU SKI » : L'AUDIENCE D'UN JEUNE PRIS DANS L'ENGRENAGE DU TRAFIC DE DROGUE

C'est le 4 novembre, au Tribunal de Paris, à 13 h 30, que, sous la juridiction correctionnelle, Charles Deré a été accusé de trafic de stupéfiants. Selon le dossier, le jeune homme de 19 ans, tout juste sorti de garde à vue, aurait agi comme intermédiaire de drogues telles que la cocaïne et le cannabis.

Par Etzi Palu-Seingeot et Ema Bellili

Charles Deré, connu sur Snapchat sous le pseudonyme sd360, aurait loué un véhicule auprès d'un proche, M. Boucacha, début octobre. Dans le but de venir en aide à son ami nommé Ethan — déjà condamné à 15 mois de prison ferme pour trafic de stupéfiants —, qui avait besoin de cette voiture, cette même personne a contacté Charles pour vendre de la drogue : proposition que Charles a refusée, voulant « éviter d'être mêlé à cette histoire ».

La salle est pleine, la plupart étant de jeunes étudiants. L'ambiance est calme, le procès est prêt à commencer. La présidente du procès débute par relater les faits et les preuves à l'encontre du prévenu, faits qu'il reconnaît à moitié : « Je reconnais avoir participé à la location du véhicule, mais pas à la livraison, et d'avoir agi en tant que conseiller. » La présidente du procès expose des preuves concernant des échanges écrits par téléphone, au sujet de l'organisation de la procédure de vente, de ce qu'ils vendaient et du prix. L'utilisation des termes « snow », « la C » et « bedo », accompagnée par des regards confus remplis de sous-entendus de la part de l'audience, est qualifiée par lui comme n'ayant aucun lien avec la drogue : « La snow, c'est pour aller au ski, la C, c'est pour Plaisance, et bedo, c'est pour poulet », faits que la présidente a pris avec sarcasme, suivi d'un commentaire sur ses « qualités oratoires » : « Il faut penser à travailler dans le commerce, vous parlez plus que ce que vous devez. »



Tribunale de Paris

« On ne doit pas se fier à son casier vierge, ni à son âge »

Issu d'une famille stable dans un quartier populaire, entouré d'une « famille aimante », le procureur, quant à lui, n'en tient pas rigueur et commence à hausser le ton, en demandant au jury de le déclarer « coupable de tous les délits dont on l'accuse ». « On ne doit pas se fier à son casier vierge, ni à son âge », exige-t-il, réclamant une peine de 3 ans, dont une année ferme sans aménagement, une amende de 10 000 euros dont 8 000 avec sursis, l'interdiction de contacter ses deux amis M. Boucacha et Ethan, et l'interdiction d'aller à Paris pendant trois ans.

L'accusé, durant ce temps, reste sur ses positions et ne transmet aucune émotion. Son avocat réplique vivement, d'un ton ferme, que « la peine est trop violente pour un enfant ». Il croit aux paroles de son client lorsqu'il dénonce sa non-culpabilité et « demande à faire preuve de clémence ». Pour lui, « Charles n'est pas la victime, mais n'est pas coupable non plus ». Après une vingtaine de minutes, le verdict est tombé, la décision est prise. Charles est déclaré coupable de tout ce dont on l'accuse. Il est condamné à 18 mois de prison, dont 9 mois avec sursis, et également au port du bracelet électronique pendant 9 mois minimum, suivi d'une amende de 5 000 euros avec sursis, s'il paie la moitié de la somme dans le mois. Maintenant, la décision lui revient : le prévenu a l'opportunité de faire appel dans les 10 jours à venir.

COMPARUTION IMMÉDIATE : UN HOMME JUGÉ POUR ATTEINTE SEXUELLE EN ÉTAT D'IVRESSE

Au tribunal de Paris, un homme a été jugé ce mardi 4 novembre pour une atteinte sexuelle commise en état d'ivresse sur une touriste allemande. Face à la juge, il reconnaît les faits, évoquant une vie marquée par sa situation de précarité.

Par [Raphael Rapin](#) et [Antoine Manguin](#)

Avant l'ouverture de l'audience, un policier demande au public d'éteindre son téléphone, le silence est pesant. Seuls les bruits de feuilles et de clavier se font entendre. L'accusé âgé d'une trentaine d'années, assis dans le box, est surveillé par deux policiers. Le regard vide, tête baissée, il écoute en silence. Lorsque la présidente rentre, le public se lève, la Juge annonce le début de l'audience. L'accusé est poursuivi pour les faits suivants : une atteinte sexuelle commise le 2 novembre 2025 à Paris sur une touriste Allemande venue passer ses vacances. Cette dernière n'est pas présente à l'audience. L'homme aurait « touché volontairement la poitrine de la victime », alors qu'il était en fort état d'ivresse. Invité à se lever par la juge, le prévenu reconnaît les faits, mais peine à s'exprimer dans un français hésitant. Il explique vivre dans la rue, parfois hébergé par son frère. Sans papiers, sans emploi, l'homme semble vivre d'une situation difficile. Son père l'aurait envoyé en France après l'avoir rejeté. Il dit ne plus avoir de nouvelles de son fils de sept ans ainsi que sa famille. La juge rappelle que l'homme a déjà connu la prison pour d'autres faits. Elle mentionne également sa consommation régulière d'alcool et de stupéfiants, notamment du cannabis. Pendant qu'elle parle, l'accusé garde la tête baissée, bras croisés, visiblement perdu.



Salle d'audience 6.04, chambre où s'est déroulée la comparution immédiate d'un homme pour attouchement sexuel

Des "faits graves et inacceptables" selon la procureure

La procureure prend la parole à son tour. Elle rappelle « les faits graves » reprochés au prévenu et souligne que lors de son audition en garde à vue, il « avait été plus bavard » et « assumait pleinement son geste ». Elle requiert une décision à la juge dont "1 an de prison ferme et cinq ans d'interdiction du territoire français", estimant que les faits sont « inacceptables », malgré la situation personnelle difficile du prévenu. L'avocat de la défense demande ensuite la parole. Il décrit un homme « perdu », marqué par un abandon familial et une grande précarité. « L'alcool et les stupéfiants sont devenus pour lui un moyen de fuir sa détresse » indique-t-il, demandant une peine juste mais mesurée. "C'est un geste de maladresse et non intentionnel" explique son avocat. La juge reprend la parole et demande à l'accusé s'il souhaite ajouter quelque chose. L'homme tente de parler, mais ses mots sont indistincts. L'avocat cherche à reprendre la parole, mais la juge l'interrompt fermement : « Maître, la défense a été entendue. » L'avocat insiste, avant de s'abstenir face au refus catégorique de la magistrate. Après un court délibéré, la juge prononce la décision : "six mois de prison ferme avec maintien en détention", ainsi qu'une "interdiction de séjour sur le territoire français pendant cinq ans", suivant les recommandations de la procureure. Dans le silence, l'homme est reconduit hors du box. L'audience suivante commence aussitôt.

ASSEMBLÉE NATIONALE : LE BILAN SUR LE VOTE SOLENNEL DU PROJET DE LOI DE FINANCE 2026

Initialement prévue le mardi 4 novembre dans l'hémicycle, le vote du budget 2026 est finalement reporté, dû à l'impossibilité pour les députés d'achever l'examen de la première partie de celle-ci, en raison de plus de 2000 amendements restant à traiter.

Par [Enzo Lazic](#)

Depuis l'annonce du budget 2026 le 14 octobre dernier, les parlementaires prennent tour à tour la parole pour discuter des principales orientations fiscales et économiques du gouvernement. Cependant, l'analyse a vite patiné : plus de 2400 amendements ont été soumis pour la première partie du texte qui concerne les revenus de l'État. Les discussions ont été

prolongées jusqu'à tard dans la nuit, sans que la lecture ne soit achevée, entre les suggestions de modifications techniques, les amendements symboliques de l'opposition et les révisions internes du parti majoritaire. Lundi 3 novembre à minuit, la présidente de séance a constaté qu'il était impossible de terminer l'examen du texte dans le délai imparti.

UN CALENDRIER PARLEMENTAIRE PERTURBE

Ce retard perturbe le calendrier constitutionnel, surtout rigide pour les lois financières. L'Assemblée nationale a un délai de 40 jours pour approuver le texte en première lecture, avant que le Sénat n'assume la suite. Le gouvernement, initialement en quête d'un vote avant la mi-novembre, se retrouve désormais face à un emploi du temps contraint : les discussions sur la première partie devraient reprendre le 12 novembre, offrant une très courte période avant l'échéance du 23 novembre à minuit.

Ce report illustre aussi les tensions politiques qui traversent l'hémicycle. Les groupes d'opposition notamment à gauche et à l'extrême droite dénoncent une politique budgétaire jugée injuste et inadaptée au



Exemplaire de la loi de finance pour 2026, à l'hémicycle/ Julien Miguet

contexte social actuel. Plusieurs mesures controversées ont été rejetées ou amendées : la fiscalisation des indemnités journalières pour les personnes atteintes de longues maladies (ALD) a été supprimée ; une réduction d'impôt pour les familles ayant des enfants scolarisés dans le secondaire ou le supérieur a également été écartée. Du côté de la majorité, les députés fustigent une stratégie d'obstruction.

UNE IMPASSE QUI MET EN LUMIÈRE UN TROUBLE POLITIQUE

L'arrêt du projet de loi de finance 2026 reflète en réalité le trouble politique traversant la majorité présidentielle, qui ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée. Face à la nécessité de maintenir une rigueur budgétaire due à la conjoncture économique et à la pression sociale concernant le pouvoir d'achat, l'équilibre reste difficile à atteindre pour le gouvernement. De son côté, la gauche reproche à l'exécutif « d'imposer » et décline sa participation à certaines rencontres de concertation. Les Républicains, à droite, critiquent « un budget déconnecté des réalités économiques ». Le report du vote, qui constitue une nouvelle défaite pour le gouvernement, fait encore une fois du débat budgétaire un champ de bataille politique important.

FIVE GUYS HALAL : UNE DECISION ECONOMIQUE AU CŒUR DES DEBATS

Depuis deux semaines, six restaurants de la chaîne américaine servent désormais du bœuf halal. Une annonce qui a immédiatement relancé les discussions autour du rapport entre économie, religion et restauration rapide.

Par [Mathias De Almeida](#)

Sur son site internet, l'enseigne a ouvert une nouvelle rubrique intitulée « Informations Halal », dans laquelle elle précise : « Les restaurants Five Guys suivants servent de la viande de bœuf halal, mais également du bacon de porc. Celui-ci est cuit sur une plaque dédiée et manipulé avec des ustensiles différents afin d'éviter tout risque de contamination croisée. » Les six établissements concernés sont situés à Lyon Part-Dieu, Paris Place de Clichy, Rosny 2, Créteil Soleil, Marseille Vieux-Port et Lille rue de Béthune.

Dans ces restaurants, l'alcool a été retiré de la carte, une autre mesure qui accompagne cette adaptation à la communauté musulmane. Cependant, Five Guys souligne que ces établissements ne sont pas « certifiés halal », précisant que la viande utilisée est simplement issue d'un abattage conforme au rite islamique. « Nous suivons les mêmes standards afin d'élaborer nos délicieux burgers et hot dogs », assure la marque, qui garantit qu'aucun changement de goût n'est à prévoir.

Une décision avant tout économique

Selon plusieurs observateurs du secteur, la démarche de Five Guys s'inscrit avant tout dans une logique de développement commercial. Le consultant en restauration Bernard Boutboul rappelle que « chaque restaurant qui passe au halal double, voire triple son chiffre d'affaires », comme cela a pu être le cas pour Quick en 2010. En France, près de 12 millions de consommateurs achètent aujourd'hui régulièrement des produits halal, un marché en pleine expansion qui offre un nombre important de clients potentiels aux chaînes de restauration.



Restaurant Five Guys de la place de Clichy à Paris, l'un des six de la chaîne à être passé au halal (photographie d'Actu Paris).

L'objectif pour la chaîne américaine est clair : attirer une plus large clientèle tout en satisfaisant une demande communautaire. « Nous souhaitons proposer nos burgers et nos frites au plus grand nombre », explique sobrement la marque dans sa communication officielle.

Des réactions politiques et sociétales contrastées

L'annonce n'a pas manqué de provoquer des réactions vives, notamment du côté de certains élus et commentateurs de droite et d'extrême droite, qui y voient une nouvelle concession aux communautés.

Sur RMC, Charles Consigny a estimé qu'« il ne faut pas, même pour des raisons commerciales, satisfaire toutes les demandes communautaires ».

Sur les réseaux sociaux, le débat s'est rapidement enflammé. Certains internautes saluent une initiative inclusive, d'autres dénoncent une « islamisation du commerce ». Pour Laura Warton Martinez, sophrologue, cette décision soulève une inquiétude plus large : « Le problème, c'est que ce qui fait l'identité de la France est petit à petit gommé [...] pour faire de la place à autre chose qui ne me correspond pas. Pourquoi serait-ce à moi de m'adapter ? »

En cherchant à conquérir de nouveaux consommateurs, la marque américaine se retrouve au cœur d'une polémique où la question du halal dépasse l'assiette.

ALAÏA AU SOMMET DE SON ART : SA COLLECTION MISE A L'HONNEUR

En 2003, après une longue disparition de onze ans, le grand couturier franco-tunisien Azzedine Alaïa fait son grand retour sur les podiums avec une collection été-automne accueilli par la critique. Aujourd'hui disparu, sa fondation nous invite à revivre cette période mythique de la Maison de couture.

Par Eden Nadjar-Duffaud

Azzedine Ben Alaya, dit Azzedine Alaïa, naît le 26 février 1935 en Tunisie. Issu d'une famille d'agriculteurs, il grandit à Tunis et entre à 15 ans aux Beaux-Arts. Dès son installation à Paris, il travaille pour Dior, Guy Laroche et crée des costumes pour le Crazy Horse, ainsi que le prototype de la robe Mondrian d'Yves Saint Laurent. En 1983, il fonde sa Maison de Couture et collabore avec de grands mannequins comme Naomi Campbell et Carla Bruni. Aujourd'hui, la Maison Alaïa n'a plus à construire sa réputation et figure parmi les grandes maisons françaises, grâce au travail acharné de son créateur.



Vue de la salle principale de l'exposition

Une plongée dans l'univers d'Alaïa

Dès l'entrée de l'exposition, le visiteur est plongé dans la vie du couturier par la frise chronologique racontant son histoire. Illustrée de photos, aussi bien de l'homme entouré de ses mannequins que dans son intimité avec ses proches, elle nous permet de découvrir les moments marquants, mais aussi les figures ayant inspiré, guidé ou soutenu le créateur, telles que Arletty, Marlène Dietrich ou encore Thierry Mugler. Plus loin dans l'exhibition, la grande verrière de la fondation accueille les pièces de l'emblématique collection, depuis les robes-tailleurs cintrés jusqu'aux créations en cuir effet crocodile, en passant par l'iconique chemise en popeline de coton. L'espace, d'un blanc immaculé, mets en

valeur les ouvrages, pour la plupart dans des tons noirs. Car comme l'a dit lui-même l'artiste, « J'aime les vêtements qui restent beaux et éternels, ceux qui ne sont pas perturbés par des détails, des ornements ou des couleurs qui les vieillissent prématurément. Ceux qui sont les plus simples et les plus difficiles à réaliser ! ».

A l'étage, l'exposition se poursuit avec les photos de la collection prises par Bruce

Weber, ami photographe du couturier. On y découvre également une fenêtre vitrée nous permettant de découvrir l'atelier d'Alaïa ; resté inchangé depuis sa mort il y a bientôt huit ans, ce portail vers un autre temps nous place au plus proche du créateur. La visite se termine par la projection d'un court film de Claudio Del Rio, intitulé « Afo mon bébé ». Ce dernier fait vivre le défilé de 2003 de façon plus intime, selon la perspective du chien bien aimé du couturier, Patapouf.

L'exposition est ouverte au public depuis le 12 septembre, et se tiendra encore jusqu'au 16 novembre à la Fondation Azzedine Alaïa, 18 rue de la Verrerie dans le quatrième arrondissement de Paris.

Horaires d'ouverture : 11h-18h

Tarifs :

- Plein tarif : 10€

- Tarif réduit (étudiants/10-18 ans) : 3€

- Gratuité : -10 ans, personnes en situation de handicap et accompagnateurs

RADIO BALLAST : LE RAIL IVOIRIEN SOUS L'OEIL DE FRANÇOIS-XAVIER GBRÉ

À la fondation Henri Cartier-Bresson, François-Xavier Gbré explore la mémoire de la Côte d'Ivoire à travers la voie ferrée qui traverse le pays. Entre métal, ballast et lumière, ses photographies imposent un regard contemplatif où le silence et la symétrie révèlent le temps et l'histoire.

Par [Louise Pin](#)

L'exposition Radio Ballast de François-Xavier Gbré se tient à la fondation Henri Cartier-Bresson du 29 octobre 2025 au 11 janvier 2026. Lauréat du programme Latitudes de la Fondation Hermès, l'artiste franco-ivoirien présente près de 80 clichés sur la voie ferrée qui traverse la Côte d'Ivoire du nord au sud.

Construite à l'époque coloniale pour transporter les ressources, cette ligne devient ici un symbole de mémoire et de transformation. Le titre associe la « radio », la voix, la transmission, au « ballast », les pierres soutenant les rails et les rumeurs du passé.

Au fil des rails

Dès l'entrée, le visiteur est enveloppé par une présence matérielle forte : le métal est partout. On pourrait presque sentir le fer, son odeur sèche et froide, résonner dans la salle. Les rails, wagons, charpentes et infrastructures industrielles s'imposent comme un paysage silencieux, où le temps semble s'être arrêté.

Les clichés se distinguent par une abondance de diagonales, qui entraînent le regard vers des points de fuite vertigineux. Pourtant, derrière cette tension graphique, un axe de symétrie traverse l'ensemble, apportant aux compositions un équilibre inattendu. La visite, d'une vingtaine de minutes, nous plonge dans un univers où le fer, la lumière et la mémoire dialoguent sans détours.



François-Xavier Gbré, Rubino #2, Radio Ballast © François-Xavier Gbré / Adagp, Paris, 2024

Au cœur de l'exposition

L'exposition Radio Ballast impressionne par son calme et sa capacité à captiver. La symétrie des photos, associée au métal et à la nature, crée une atmosphère harmonieuse et surprenante. Les diagonales attirent le regard, mais l'axe de symétrie se repère vite, offrant un point d'équilibre visuel qui structure le tout.

PREMIERE EXPOSITION DE PAUL POIRET, LE PIONNIER DE L'EMANCIPATION FEMININE.

Du 25 juin au 11 janvier 2026, le musée des Arts décoratifs présente sa première exposition dédiée à Paul Poiret ; l'incontournable couturier et parfumeur français du XXème Siècle. Elle s'intitule « La mode est une fête ».

Par [Elise MAZLOU](#) et [Amandine ROYER](#)

A travers les 550 œuvres exposées au 107 rue Rivoli, on découvre et retrace minutieusement le parcours de Paul Poiret, figure incontournable de la mode française du XXème Siècle. Il manifeste très tôt un goût pour l'art et le théâtre et débute par la vente de dessins de mode à la couturière Louise Chéruit avant d'être engagé par Jacques Doucet en 1898. C'est en 1903 que Poiret fonde sa maison de couture sur Paris, dans le quartier de l'Opéra. Rapidement, son talent est remarqué, et exposé par sa femme, Denise Boulet, qui devient sa muse. Sa collection couture de 1907 devient rapidement novatrice grâce à une libération du corset pour les femmes et à son introduction de robes aux lignes fluides, mettant en valeur la silhouette féminine.

En s'affirmant dans ce milieu, Poiret devient aussi parfumeur. Selon lui, le parfum doit s'accorder à la personnalité et à la robe de la cliente, comme une marque d'élégance. Il nomme son premier parfum « La Rose de Rosine », qui incarne parfaitement son idée. Ses créations mêlant vêtements, accessoires, beaux-arts et arts décoratifs, illustrent l'influence de Paul Poiret dans l'univers de la mode. Des robes réalisées à partir de matériaux luxueux tel que la soie, le velours, la dentelle, la mousseline ou la fourrure. Ses œuvres fascinent par leur originalité et leur élégance. Ses inspirations puisent dans de nombreux milieux artistiques : les ballets russes, le cinéma ou le théâtre.



Poiret, l'art de collaborer

Exposition du couturier Français Paul Poiret au musées des arts décoratifs de Paris.

Afin de diffuser ses modèles phares, Poiret confie à Iribe le soin de les raconter en ouvrage, ainsi paraissent en 1908 « les robes de Paul Poiret racontées par Paul Iribe ». L'ouvrage est présenté numériquement au musée, permettant une admiration totale du chef d'œuvre. Comme le retrace l'exposition du musée des arts décoratifs, Paul Poiret réalise plusieurs collaborations avec divers artistes. En effet, attiré par les gravures du peintre français, Raoul Dufy, il demande à collaborer pour créer un tissu au motif singulier. En 1910, ils créent l'atelier d'impression : « la petite usine », avant de réaliser des pièces d'exception comme la robe « les régates » en 1925. Il collabore aussi avec la haute couture, tel que les marques Dior et Yves St-Laurent. Paul Poiret ne s'arrête pas à la création vestimentaire. Il devient le premier couturier à publier ses mémoires, en pleine effervescence artistique et intellectuelle, racontant ses débuts et le succès de sa carrière.

Au-delà d'exposer les œuvres, le musée des Arts décoratifs expose un parcours, un long chemin. Les œuvres sont mises en valeur avec soin, l'éclairage des pièces reste subtil dans un environnement tamisé. Les murs colorés traduisent avec clarté le personnage du couturier, ce qui permet au visiteur de plonger pleinement dans son univers. En me baladant, j'ai remarqué. J'ai remarqué la fascination qu'avaient les gens pour son talent. Des questionnements sur la fabrique des vêtements, l'intention, les critères de société du XXème siècle, mais surtout des sourires.

Le PSG affronte le Bayern Munich ce mardi 4 novembre pour le choc au sommet de la Ligue des champions, les deux équipes ayant réalisé un sans-faute jusque-là. Portés par leurs stars offensives, les Parisiens et les Bavarois, considérés comme les deux meilleures formations du moment, veulent frapper un grand coup malgré plusieurs absences importantes.

Par [Gaspard Denura](#)

Le Paris Saint-Germain et le Bayern Munich s'affrontent ce mardi 4 novembre. Les respectivement 1ers et 2èmes de la phase de ligue de la Ligue des champions, ont pour l'instant fait un sans faute dans la compétition, avec chacun 9 points sur 9 disponibles.

Cette rencontre est attendue et particulièrement par les Bavarois, qui restent sur une défaite face au PSG en coupe du monde des clubs : 2-0. Alors que les Parisiens étaient réduits à 9...

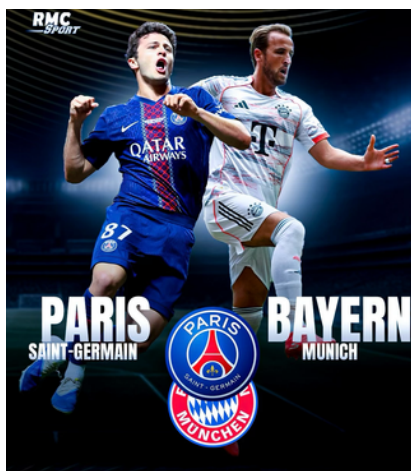
Les deux équipes sont qualifiées de meilleures au monde actuellement par de nombreux consultants. Samir Nasri a confessé sur le plateau de Canal + après le précédent match du PSG face au Bayer Leverkusen : « Sur le début de saison, mis à part le Bayern Munich, je ne vois aucun club s'asseoir à la table du PSG ».

La veille de ce match, Vitinha, milieu portugais du PSG a déclaré en conférence de presse : « Le Bayern et nous, sommes les deux meilleures équipes du moment, j'ai hâte de répondre sur le terrain ». Les hostilités sont lancées...

Forme actuelle des deux équipes

Le PSG, leader de cette phase de ligue reste sur un large succès 7-2, sur la pelouse du Bayer Leverkusen. Il est pour l'instant la meilleure attaque de la Ligue des champions avec 13 buts inscrits. Les Parisiens qui remettent le titre en jeu sont donc à nouveau les favoris et l'équipe à battre pour cette nouvelle campagne.

Les Munichois n'en démordent pas pour autant, ils sont sur une impressionnante série de 15 victoires en autant de matchs cette saison. L'équipe allemande n'a donc pas encore connu la défaite, notamment grâce à son serial buteur Harry Kane. L'attaquant anglais a inscrit 22 buts en 15 matchs en ce début de saison, ce sera un joueur à surveiller de près durant l'opposition...



Affiche du match, RMC Sport

Néanmoins, les deux équipes comptent des blessés dans leur effectif. Du côté du PSG, Désiré Doué est sorti en larmes mercredi dernier face à Lorient et souffre d'une lésion à la cuisse droite. Il est indisponible pour une durée de 5 à 6 semaines. Dembélé est lui incertain pour ce choc, le néo-ballon d'or s'est plaint samedi dernier d'une gêne à l'ischio-jambier. Il n'est pas impossible de le voir débiter la rencontre sur le banc de touche. Le Bayern compte dans ses blessés Alphonso Davies, qui devrait revenir à la compétition en fin d'année tout comme son coéquipier Jamal Musiala. De plus, Illya Zabarnyi a écopé d'un carton rouge face au Bayer Leverkusen, il est donc non sélectionnable pour cette rencontre.

Diffusion de l'évènement

Habituellement la Ligue des champions est diffusée sur Canal+, nécessitant un abonnement payant. Pour ses 41 ans, la chaîne cryptée a décidé de retransmettre son multiplex de la soirée en clair. Il est donc possible de regarder gratuitement cette grande affiche de football mais également tous les autres matchs se jouant au même moment.

Cette confrontation promet donc une rencontre palpitante entre les deux meilleures équipes du moment...

DE L'ATTAQUANT VEDETTE AU TRIBUNAL : COMMENT WISSAM BEN YEDDER SE RETROUVE AU COEUR D'UN SCANDALE JUDICIAIRE ?

L'ancien international français Wissam Ben Yedder est accusé depuis l'été 2023 de viol, aux côtés de son frère Sabri Ben Yedder. Les faits se seraient déroulés dans un Airbnb de Monaco, à l'époque où il jouait encore dans la principauté.

Par [Mahamadou TRAORE](#)

L'ancien attaquant de l'AS Monaco et ex-international français, âgé de 35 ans, connu pour ses performances sur le terrain, fait désormais face à une situation qui ternit son image publique. En effet, durant l'été 2023, Wissam Ben Yedder, accompagné de son frère Sabri Ben Yedder (25 ans), a été accusé de viol par deux jeunes femmes âgées de 18 et 19 ans. Les faits se seraient produits lors d'une soirée dans un appartement de location à Monaco. Depuis, le joueur et son frère ont été placés sous contrôle judiciaire.

Le juge d'instruction a ainsi suivi le parquet, qui avait requis, à la fin du mois de mai, que les deux frères soient jugés pour viol et agression sexuelle ajoutant le chef de tentative de viol pour Wissam Ben Yedder. Mais ce lundi 3 novembre, le joueur a de nouveau été convoqué, car son procès prend une toute autre tournure : cette fois, pour les frères Ben Yedder, ce sera devant la cour criminelle départementale des Alpes maritimes et non plus devant le tribunal correctionnel, pour viol, tentative de viol et agression sexuelle.

La justice, Ben Yedder la connaît bien

En effet, le joueur de football, qui évolue depuis septembre en D2 turque dans le club de Sakaryaspor, a déjà été plusieurs fois condamné au cours de sa carrière pour des faits du même profil. Au début du mois de septembre, il a été condamné par le tribunal correctionnel de Nice à 90000€ d'amendes pour des violences psychologiques sur son épouse, avec laquelle il est en instance de divorce.

Mais ce n'est pas la première fois que le nom de Ben Yedder est associé à la justice. À l'époque où il jouait au FC Séville (2016-2019), il avait déjà été condamné pour fraude fiscale et agression sexuelle sur une jeune femme après une soirée arrosée.



Ben Yedder célébrant un but

Les faits niés par les accusés

Depuis le début de l'affaire, les deux accusés ont toujours nié les accusations de viol portées par les deux femmes. Dans les conversations retrouvées sur les téléphones des frères, on peut lire un message où il est écrit : « On bousille à 4 », datant du 10 juillet, à peu près au moment de leur rencontre avec les jeunes femmes sur une plage de Nice.

Les deux frères affirment avoir choisi chacun une femme et être allés dans des chambres séparées. Ils assurent qu'elles étaient consentantes, expliquant qu'ils se seraient simplement « un peu énervés » lorsque celles-ci ont refusé leur fameux plan à quatre.

Son avocate, Mme Sophia Kerbaa, a annoncé faire appel de la décision du parquet de Nice. Elle affirme que le joueur « conteste avec ferveur les faits qui lui sont reprochés depuis le début de cette procédure ».

Une affaire qui continue de faire du bruit

Une affaire qui risque de faire encore beaucoup parler d'elle. Il est donc important de suivre son évolution de loin ou de près : prison ou liberté pour un récidiviste ?

Affaire à suivre...

LE GRAND EGYPTIAN MUSEUM : UN LEVIER POUR L'ÉCONOMIE

L'inauguration du nouveau musée en Egypte a eu lieu samedi 1^{er} novembre. Après vingt ans de travaux et plusieurs reports, le Grand Musée égyptien situé à Gizeh, vient enfin de voir le jour. Car ce projet était tant attendu de tout le monde et est bénéfique pour le pays.

Par [Ida Diochot](#)

Le Grand Musée égyptien est la nouvelle attraction de l'Égypte. L'annonce du projet a été faite en 1992 et a été inaugurée en 2025 mais a été reportée en raison de la guerre à Gaza. L'ouverture a été accompagnée d'une soirée somptueuse de 2 heures, avec des lasers dans le ciel, un orchestre symphonique, des danseurs en tuniques inspirés de fresques antiques, des spectres et des couronnes dorées donnant un spectacle pharaonique. De plus, la construction du musée s'est faite sur un demi-million de mètres carrés avec le soutien financier et technique du Japon. Finalement, le projet a coûté plus d'un milliard de dollars. Le musée a ouvert ses portes au public ce mardi 4 novembre, ils ont été accueillis dans l'atrium.



Photo prise du journal de la Libération, au menu de l'inauguration samedi 1^{er} novembre du Grand Musée égyptien, à Gizeh, dans la banlieue du Caire : fresques de drones, pyramides illuminées et énormes feux d'artifice. (Khaled Desouki/AFP)

Le nouveau centre de l'égyptologie

Avant tout le Grand Musée égyptien (GEM) est un centre de recherche et de conservation de pointe car il abrite l'un des plus grands laboratoires de restauration et de conservation d'antiquité au monde. Dans le centre, il y a plus d'une dizaine de laboratoires spécialisés dans l'étude et la restauration des objets archéologiques où les scientifiques égyptiens et étrangers mènent leur recherche. Le centre permet aussi de former les jeunes archéologues grâce à leur programme. Grâce à leurs recherches archéologiques, cela permet de mieux comprendre et d'expliquer la vie quotidienne, la religion, la technologie et le savoir-faire des anciens égyptiens. La science ne sert pas qu'à effectuer des recherches, mais est aussi mise au service de la préservation du patrimoine. Grâce à l'imagerie et les rayons X pour examiner les objets ou encore la climatisation intelligente pour contrôler la température et l'humidité dans les galeries, leur objectif : préserver durablement les objets de valeurs c'est un mélange de science, culture et économie, renforçant le pays.

Le tourisme un plus pour l'économie

Cependant, le tourisme représente 8 à 9% du PIB égyptien, générant plusieurs milliards de dollars chaque année. Le ministre du tourisme, Sherif Fathy, espère une hausse de 5000 à 6000 visiteurs par jour, donc 4 à 5 millions de visiteurs par an. Le tourisme permet aussi la création de milliers d'emplois dans le personnel du musée, la gestion, la sécurité, les guides, l'accueil, l'hôtellerie, les services, l'artisanat, le transport... Le GEM dynamise la région de Gizeh, en favorisant les constructions, les emplois et les zones touristiques modernes. Il sert aussi de vitrine économique et culturelle montrant un pays stable, ouvert et moderne.